



Action n° 7

Transformation numérique des secteurs de l'économie et des services publics

Dernière approbation	11/10/2024	Correspondance PO 14-20	Néant
----------------------	------------	-------------------------	-------

QUOI ? Contexte et objectifs

Le numérique a largement impacté le monde de l'entreprise dans ses différentes fonctions. Qu'il s'agisse des bureaux d'étude, de la production, des fonctions commerciales ou supports le numérique est partout. Il apporte confort et rapidité, sécurité dans les tâches quotidiennes des travailleurs. Le numérique contribue à augmenter la productivité des entreprises, leur visibilité sur les marchés.

L'accompagnement à la transition numérique des acteurs économiques en est devenu un enjeu fondamental et plus particulièrement en Centre-Val de Loire avec son tissu industriel et agricole. Cela passe également par l'émergence de nouveaux services et soutiens afin d'accompagner et de sécuriser cette transition.

Le soutien du FEDER concernera le développement :

De projets de Numérisation au bénéfice des entreprises :

- Accroissement des démarches collectives thématiques (intelligence artificielle, cybersécurité, maintenance prédictive, big datas, etc.)
- Développement du recours à des prestations de conseil spécialisées par les PME régionales pour accélérer leur transformation digitale
- Accompagnement et sensibilisation à la cybersécurité des entreprises et associations
- Accélération du développement de projets numériques au sein des entreprises
- Amélioration du rapprochement entre prestataires de services, offreurs de solutions et les entreprises régionales
- Plus de création de nouvelles activités et de nouveaux usages conçus par les entreprises grâce à des services tels que tester avant d'investir, mise en réseau, formation, détection d'investisseurs
- Transformation des modèles et des modes d'organisation des entreprises
- Valorisation des acteurs régionaux offreurs de services numériques
- Accompagnement de la transition écologique et énergétique avec des innovations numériques : un numérique à la fois accélérateur de la transition et un numérique plus sobre et responsable

De projets de numérisation au profit des pouvoirs publics et des citoyens :

- Accroissement des démarches permettant de mettre en cohérence des systèmes d'information et l'amélioration des services rendus aux habitants : analyse des flux de données, mise en cohérence (reprise des processus de gestion, de transmission et d'archivage des données, ...),
- Accompagnement et sensibilisation à la cybersécurité des collectivités territoriales, et développement de réponses adaptées
- Sensibilisation du grand public autour des questions de cybersécurité, ...
- La mobilité : développement d'un nouveau système de mobilité servicielle MaaS en région proposant des alternatives à la voiture et simplifiant le recours aux mobilités durables par unification de l'interface numérique des réseaux de transport public et intégration de services complémentaires.
- Le tourisme : développer l'innovation avec de nouveaux services et la vente en ligne, fidélisation de la clientèle, mise en réseau des acteurs et optimisation de la gestion des flux de visiteurs, développement des produits, place du marché et Gestion de la Relation Client.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

1. Accompagner la transition numérique des entreprises et des associations

- Actions transversales d'animation, d'information, de sensibilisation, d'appui et de conseil en vue d'une transformation numérique des secteurs de l'économie
- Actions apportant les services indispensables à la transformation numérique des PME
- Audit et diagnostic des SI
- Développer la cybersécurité des entreprises et des associations

2. Mettre en place un guichet unique pour accompagner la transformation des domaines de spécialisation de la région Centre-Val de Loire (Alimentation/Agriculture, Environnement, Pharmacie, Cosmétique) dédié à la donnée au service du mieux vivre et de la durabilité (Data for well being), notamment accès des entreprises aux compétences clés (IA, cybersécurité, calcul haute perf)

- Financement d'actions portée dans le European Digital Innovation Hub (EDIH)
- Actions facilitant l'accès des entreprises aux technologies clés comme l'Intelligence Artificielle, le calcul haute performance, la cybersécurité

3. Accompagner la performance des services publics

- Expérimentation et déploiement de solutions et offres de services partagés, notamment dans le domaine de la cybersécurité
- Mise en cohérence, urbanisation des SI, cybersécurité, mutualisation et synergie entre acteurs publics, promotion des logiciels libres
- Équipements
- Valorisation et dissémination des actions menées

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales, leurs groupements et délégataires
- Groupements d'Intérêt Public
- Associations
- Universités
- Entreprises (TPE/PME, ou ETI dans le cadre de projets collaboratifs impliquant des PME)

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

L'éligibilité des opérations est conditionnée au respect des lignes de partage avec les crédits du plan national de relance et de résilience (PNRR) afin d'éviter tout risque de double financement

Le FEDER soutiendra :

- Des projets, de nouveaux outils et des solutions numériques à caractère innovant, permettant de proposer une offre de service considérablement améliorée, à destination des PME, acteurs publics, des associations et acteurs de la recherche et de l'innovation y compris des établissements d'enseignement supérieur,
- Des équipements et infrastructures permettant l'exploitation et la valorisation des données (**hors petit équipement, renouvellement de matériel informatique**),
- ~~Les initiatives (tiers lieux, communautés, ...) favorisant l'innovation et les projets collaboratifs,~~
- L'ingénierie logicielle au service des acteurs publics.

Ne seront pas soutenus :

- Les coûts de déploiement des systèmes informatiques, ni des équipements de télétravail,
- Les actions de formations numériques (**hors formations internes directement liées à la mise en œuvre et au développement du projet**).

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau)

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

1.2 Plan national ou régional pour le haut débit

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l'UE.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGE)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;
- Communication de la Commission relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;
- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;

Commande publique :









- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement, d'équipement (**hors petit équipement, renouvellement de matériel informatique**),
- Dépenses de personnel dédiés à l'opération,
- Dépenses de prestations externes,
- Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés
- Dépenses de communication de l'opération,

- **Pour les actions d'animation** : dépenses de fonctionnement directes (y compris les dépenses de déplacements, restauration, hébergement) mises en œuvre via des options de coûts simplifiés,
- Dans le cas de la synergie des fonds avec des programmes européens (Digital Europe, Horizon Europe): dépenses de fonctionnement et dépenses de déplacement du porteur et des participants.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	
Barème standard de coût unitaire	

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d'aide applicables et seuils d'intervention FEDER

Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat)	60%	Régimes d'aides applicables : <ul style="list-style-type: none"> - Toute base juridique pertinente, notamment en recherche, développement et innovation (RDI). - Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014. - Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général). - Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)		Minimum : 100 000 € par projet Maximum : 2 000 000 € par projet

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)

- Etat (dont ANR)
- Région (dont Dispositif Ambition Recherche 2020, Appels à projets de recherche)
- Autres collectivités territoriales
- Financements privés

PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat







Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
------	--------	----------	-------------	-------------	-----------------------

Réalisation	RCO14	Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques	6	12	Liste n° SIRET
Réalisation	SO01	Nombre de nouveaux services numériques expérimentés à travers les projets soutenus par le FEDER	10	22	Bilan d'exécution
Résultat	RCR11	Utilisateurs de services, produits et processus numériques publics, nouveaux et réaménagés		212 134	Attestation déclarative

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

7 000 000 €

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	
6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent	

ADMINISTRATION Partie réservée à l'administration

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'Appui à la Donnée, Au Pilotage et aux Transitions (ADAPT) – Conseil régional- Centre-Val de Loire
- Direction de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et du Transfert de Technologies (DESRTT) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Direction de l'Economie (DE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Délégation Régionale Académique à la Recherche et à l'Innovation (DRARI) – Etat
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) - Etat

Organismes à consulter pour information : sans objet

ADMINISTRATION Catégories d'intervention

Domaine d'intervention	016 Solutions TIC, services en ligne et applications pour l'administration 018 Services et applications informatiques pour les compétences numériques et l'inclusion numérique 019 Services et applications de santé en ligne (y compris les soins en ligne, l'internet des objets pour l'activité physique et l'assistance à l'autonomie à domicile)
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale	33 Autres approches - Pas de ciblage géographique

Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes
--	---

CONTACT Service(s) en charge de l'instruction des dossiers

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaleloire.fr